



**E3C**  
Bureau d'études

Spécialisé dans l'aménagement et le développement rural en Champagne-Ardenne

Département de la Marne  
**Commune de PROUILLY**



**Plan Local d'Urbanisme**

7.1 – Notice explicative

**APPROBATION**

LA SOUS-PRÉFECTURE  
de REIMS

15 SEP. 2014

Arrêté le :

Reçu le :



DOMAINE D'INTERVENTIONS : Urbanisme & Paysage / Environnement / Maitrise foncière & gestion du patrimoine / Cartographie



# SOMMAIRE

## ALIMENTATION EN EAU POTABLE

### **1. ETAT ACTUEL,**

- 11. SITUATION GENERALE DE LA COMMUNE
- 12. RESSOURCES
- 13. RESEAU D'ADDUCTION
- 14. RESERVES
- 15. RESEAU DE DISTRIBUTION

### **2. ETAT FUTUR**

- 21. RESEAU DE DISTRIBUTION

### **3. ANNEXE AEP**

## ASSAINISSEMENT

### **1. ETAT ACTUEL**

- 11. RESEAU "EAUX USEES"
- 12. RESEAU "EAUX PLUVIALES"

### **2. ETAT FUTUR**

- 21. ASSAINISSEMENT « EAUX USEES" DES ZONES PROJETEES »
- 22. ASSAINISSEMENT « EAUX PLUVIALES" DES ZONES PROJETEES »

### **3. ANNEXE ASSAINISSEMENT**



# ALIMENTATION EN EAU POTABLE

## 1. ETAT ACTUEL

### 1.1 SITUATION GENERALE DE LA COMMUNE

La commune de PROUILLY est alimentée en eau potable par le SIAP des eaux de la Garenne.

### 1.2 RESSOURCES

La commune de PROUILLY est alimentée à partir du forage de la "Garenne de GUEUX" situé dans l'angle Sud-Est formé par le CD 27E et la RN 31.

Le captage est pourvu de deux points alimentant chacun un secteur de communes, à savoir :

- Premier puits : alimente GUEUX, VRIGNY, COULOMMES, PARGNY, JOUY, ainsi que le réservoir de MUIZON, pour un volume journalier de  $400 \text{ m}^3$  prélevé par deux pompes de  $65 \text{ m}^3/\text{h}$  (1) de débit ;
- Second puits : alimente le Syndicat des Deux Vallées, ainsi que les communes de FAVEROLLES ET COEMY, PROUILLY et SAVIGNY/ARDRE. La commune de SERZY-ET-PRIN n'est demandeur qu'en période de forte demande (vendanges).

Compte tenu des équipements de pompage exploitant l'eau de la nappe aquifère, on peut estimer qu'un volume de  $500/700 \text{ m}^3/\text{j}$  (2) peut être refoulé dans la conduite alimentant le SIAP des eaux de la Garenne.

### 1.3 RESEAU D'ADDUCTION

Une conduite de refoulement de 200 mm de diamètre transite l'eau extraite dans les réserves localisées en bordure du CR dit de Treslon à Rosnay.

A partir de ces réserves, une canalisation de 300 mm de diamètre se subdivise afin d'alimenter les communes de TRESLON (200 mm de diamètre), FAVEROLLES (150 mm de diamètre), SAVIGNY/ARDRE et SERZY-ET-PRIN (100 mm de diamètre). Le diamètre passe à 250 mm, puis à 150 mm et dessert la commune de BRANSCOURT, ainsi que PROUILLY et JONCHERY/VESLE. Les communes de ROSNAY, GERMIGNY et JANVRY sont alimentées par une canalisation de 150 mm de diamètre directement raccordée aux réservoirs.

Sur le territoire communal, cette canalisation de 150 mm de diamètre se subdivise en deux, la première de 100 mm de diamètre alimente la commune de PROUILLY et ses deux réservoirs semi-enterrés de  $150 \text{ m}^3$  chacun, la deuxième alimente les deux réservoirs de  $250 \text{ m}^3$  chacun desservant la commune de JONCHERY/VESLE et le lotissement privé de "l'Orée du Bois" et du « Bois Goulot » et les habitations isolées 'Aux Sablis d'Hutois » et « Le chemin de Jonchery ».

(1) Des essais de pompage effectués par le Génie Rural ont permis d'estimer la capacité de la nappe à  $2000/2500 \text{ m}^3/\text{j}$ .

(2) Des relevés de consommations établissent un volume de  $283\,504 \text{ m}^3$  consommés par le Syndicat des Deux Vallées pour l'année 1995.



## **1.4 RESERVES**

La commune dispose de deux réservoirs situés au lieu-dit "les Nerrieux" au Nord-Est du village, l'ensemble d'une capacité de 300 m<sup>3</sup>. Ceux-ci stockent les eaux en provenance de la conduite syndicale et assurent l'alimentation de la commune. Les cotes de N.I.U. 119,90 m N.G.F. et N.S.U. 122,90 m N.G.F. (1) de ces réserves permettent d'assurer une distribution correcte, tant en débit qu'en pression, des différents usagers.

## **1.5 RESEAU DE DISTRIBUTION**

La commune dispose d'un réseau de distribution constitué par des conduites de 40 à 100 mm de diamètre. La forte conduite traverse le village dans sa longueur et distribue les rues de Cuissat, Grande Rue, rue Haute de Pévy et rue Basse de Pévy. Les canalisations de 40 mm de diamètre desservent les habitations isolées, telles "les Sablis d'Hutois", "le Chemin de Jonchery".

Au regard de la protection incendie, la forte conduite distribuant une grande partie du village permet une protection "Grand Secours".

Une connexion privée sur la conduite du Syndicat des Deux Vallées au droit du carrefour CD 575 - chemin d'exploitation n° 43 dit de "la Fontaine de Cuissat", alimente le camping "au Grand Hureau" et les chalets de loisirs de "la Chute des Eaux".

## **2. ETAT FUTUR**

### **2.1 RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le dimensionnement du réseau de distribution de la commune est suffisant pour assurer une desserte correcte en débit et en pression des différents usagers.

Au regard de la protection incendie, dans le cas où celle-ci serait assurée à partir du réseau de distribution, les extensions devront être dimensionnées en rapport avec le débit admis pour une protection incendie "Grand Secours" (2).

(1) N.I.U.: Niveau Inférieur Utile  
N.S.U.: Niveau Supérieur Utile  
N.G.F.: Côtes rattachées au Nivellement Général de la France

(2) Voir "Alimentation en Eau Potable" 3 - Annexe.



### 3. ANNEXE A.E.P.

La circulaire n° 465 du 10 Décembre 1951 des Ministères de l'Intérieur (Service National de la Protection Civile), et de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Direction de l'Aménagement du Territoire) et de l'Agriculture (Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole), toujours en vigueur, précise les règles à suivre pour des travaux de défense contre l'incendie et, notamment, l'alimentation en eau du matériel d'incendie.

#### Généralités sur l'extinction des incendies (principe généraux),

##### A. A partir du réseau public de distribution d'eau potable :

Dans tous les cas, il importe de partir des deux idées essentielles suivantes :

1. L'engin de base de lutte contre le feu est la moto-pompe de 60 m<sup>3</sup>/h. dont sont dotés les Centres de Secours,
2. La durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut être évaluée à deux heures.

" Comme corollaire immédiat, il en résulte que les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en deux heures. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins. A noter que ces besoins ne constituent que des minima et qu'en cas de risques importants il y aura lieu de prévoir l'intervention de plusieurs engins pompes de 60 m<sup>3</sup>/h".

#### Réserve incendie

"Le ou les réservoirs doivent permettre de disposer d'une réserve d'eau d'incendie d'au moins 120 m<sup>3</sup>, compte tenu, éventuellement, d'un apport garanti pendant la durée du sinistre".

#### Réseau de distribution

Le réseau doit être capable d'alimenter une pompe incendie qui refoule l'eau prélevée en lui communiquant la pression nécessaire. Un tel réseau ne peut cependant prétendre assurer à lui seul la défense de la localité desservie que s'il remplit les conditions suivantes :

- Les canalisations doivent pouvoir fournir un débit minimum de 17 l/s,
- La pression de marche des prises, avec ce débit, doit permettre aux sapeurs-pompiers l'utilisation de tuyaux souples d'alimentation ; en principe cette pression doit être au moins de 1 kg/cm<sup>2</sup> (0,6 kg/cm<sup>2</sup> minimum),
- Ce réseau doit alimenter des prises d'incendie constituées par des bouches de 100 mm ou de préférence par des poteaux de même diamètre, plus visibles,
- Ces appareils doivent être disposés sur des conduites d'un diamètre en rapport avec le débit à fournir de l'engin de lutte contre le feu employé par les sapeurs-pompiers (ex. une bouche de 100 mm doit être disposée sur une conduite maîtresse d'un diamètre supérieur à 100 mm).
- Le rayon de protection de ces bouches varie entre 100 et 150 m pouvant atteindre 200 m. pour certaines. B.



## **B. À partir de réserves artificielles**

Les réserves artificielles doivent être créées en des endroits judicieusement choisis par rapport aux bâtiments à défendre et facilement accessibles en toutes circonstances.

Chacune d'elles doit avoir une capacité minimum de 120 m<sup>3</sup> d'un seul tenant ; toutefois, lorsque son alimentation est assurée par un réseau de distribution ou par une source, cette capacité peut être réduite du double du débit horaire de l'appoint.

L'ouvrage ainsi défini permet d'assurer une défense suffisante contre un risque moyen situé dans un rayon de 400 m.

La constitution de ces réserves peut être assurée par la collecte des eaux de pluie ou de ruissellement, par le captage de sources, par le drainage de marécages, au moyen d'un branchement sur le réseau, enfin, à partir d'un point d'eau éloigné, au moyen de récipients ou de tonnes ou même par les engins pompe des sapeurs-pompiers. Dans ces derniers cas, il appartient au Maire ou pour l'ensemble du département au Préfet, de fixer par arrêté les conditions dans lesquelles les sapeurs-pompiers assureront cette opération.

Ces réserves peuvent être constituées par des citernes, bassins, piscines, lavoirs, abreuvoirs et autres points d'eau similaires.

### **a. Citernes**

Les citernes enterrées présentent sur les bassins de nombreux avantages au point de vue de l'hygiène, de la réduction des risques d'accidents, de la diminution des inconvénients du gel et de l'évaporation, etc...

Elles doivent comporter un regard de visite de 0,80 m. environ de côté ou de diamètre fermé par un tampon circulaire et, à son aplomb, au point bas du radier, un puisard d'aspiration de 0,40 m. de profondeur destiné à recevoir aisément la crépine des tuyaux d'aspiration de l'engin pompe.

Lorsque leur alimentation sera assurée à partir d'un réseau de distribution d'eau potable, la canalisation d'amenée devra pour éviter tout retour déboucher à un niveau supérieur à celui du trop-plein.

Lorsque le remplissage sera assuré par drainage ou collecte des eaux de ruissellement, on pourra être amené à prévoir un dispositif de décantation des boues.

### **b. Piscines**

Les piscines, par leur capacité, présentent un intérêt certain au point de vue de lutte contre le feu. Cependant, lorsque la disposition des lieux ne permettra pas l'accès du bassin aux engins d'incendie, il y aura lieu de prévoir à la partie basse de l'installation une ou plusieurs prises spéciales ou branchements d'au moins 100 mm. Ces canalisations aboutiront en principe sur la voie publique et seront terminées - selon leur orientation - par une douille à rebord saillant de 100 mm formant bouche ou par un raccord symétrique fixe de 100 mm (4) analogue à celui équipant les poteaux d'incendie.

Ces branchements seront munis d'une vanne de barrage chaque fois qu'ils seront en charge.



c. Lavoirs

Les lavoirs constituent en général à eux seuls des réserves insuffisantes; il conviendra donc de leur adjoindre des bassins de façon à obtenir les 120 m<sup>3</sup> d'eau nécessaires.



# ASSAINISSEMENT

## 1. ETAT ACTUEL

La commune est située dans un bassin versant regroupant la commune de PEVY. L'ensemble des eaux pluviales de ce bassin sont dirigées à la rivière Vesle, par l'intermédiaire du petit ruisseau du Cochot, en amont immédiat de la localité de JONCHERY/VESLE.

### 1.1 RESEAU « EAUX USEES »

La commune de PROUILLY ne possède pas d'assainissement collectif de ses eaux usées ; celles-ci sont traitées par des installations individuelles d'épuration de type fosse septique avec filtre bactérien et rejet au milieu naturel par épandage souterrain ou puisard.

### 1.2 RESEAU "EAUX PLUVIALES"

De la même façon, la commune ne dispose pas d'assainissement de ses eaux pluviales et celles-ci sont évacuées par les caniveaux des chaussées, et par un réseau de collecte partiel gravitaire constitué de canalisations de 150 à 500 mm de diamètre, l'ensemble des eaux pluviales étant dirigé vers les fossés d'assainissement n° 4 et 9 (ancien ruisseau "le Cochot") formant l'exutoire naturel.

## 2. ÉTAT FUTUR

La Communauté de Communes Ardres et Vesle dont PROUILLY est membre, a dans ses compétences l'assainissement des eaux usées. Dans ce cadre, un Schéma d'Assainissement est dorénavant défini. Une station d'épuration sera mise en place afin de mettre en place un assainissement collectif.

### 2.1 ASSAINISSEMENT "EAUX USÉES" DES ZONES PROJETÉES

Le Schéma d'Assainissement approuvé prévoit un système collectif de traitement des eaux usées pour l'ensemble du village et de ses zones d'extension. L'ensemble représente 850 à 900 habitants. L'emplacement réservé prévu à une emprise d'environ 1 ha et est situé au Sud-Ouest du village, en bordure du ruisseau « Le Cochot » qui constitue l'exutoire naturel. Les écarts d'urbanisation «L'Orée du Bois», « le Bois Goulot » et «La Chute des Eaux» n'étant pas raccordables de par leur éloignement et la configuration du terrain, sont en assainissement autonome.

### 2.2 ASSAINISSEMENT "EAUX PLUVIALES" DES ZONES PROJETÉES

Les eaux pluviales en provenance des habitations de la partie village seront rejetées soit au milieu naturel par puisard, soit au réseau de collecte par l'intermédiaire des caniveaux des chaussées et par un réseau de collecte gravitaire, lorsque celui-ci sera réalisé. Les eaux pluviales ainsi collectées seront dirigées vers l'exutoire naturel constitué de l'ancien ruisseau « le Cochot » (fossé d'assainissement).



### **3. ANNEXE ASSAINISSEMENT**

#### **ASSAINISSEMENT DES AGGLOMERATION ET PROTECTION SANITAIRE DES MILIEUX RECEPTEURS**

(Textes officiels de la réglementation)

##### **ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

- Arrêté du 3 Mars 1982, complété par l'arrêté du 14 septembre 1983, fixant les règles de construction et d'installation des fosses septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation,
- Circulaire du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports du 10 Août 1984, relative au titre VIII du règlement sanitaire départemental type : prescriptions applicables aux activités d'élevage et autres activités agricoles,
- Circulaire du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports du 20 Août 1984, relative à l'assainissement autonome des bâtiments d'habitation.

##### **ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

- Circulaire Ministère de la Santé du 10 Juin 1976 (J.O. du 21 Août 1976) relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs.



